



TROP C'EST TROP !

Les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP n'ont eu d'autre choix que de quitter la séance du CSAL du 26 février !

Ce lundi 26 février était convoqué un Comité Social d'Administration Local CSAL. Celui-ci comprenait 6 points à l'ordre du jour dont deux, la réorganisation complète du pôle SPL et le réaménagement du site Paganini auraient mérité, chacun, à lui seul, au moins une demi-journée de débat.

Nos 3 organisations syndicales avaient demandé bien en amont de cette séance que l'ordre du jour soit scindé ou que la convocation prévoit d'allouer deux journées entières aux débats. Fin de non-recevoir de la directrice !

Pourquoi cette demande de la part des Organisations Syndicales (OS) ? Parce que tenir un CSAL d'une telle intensité en une seule journée impliquait pour les élu·es, outre une très longue journée de débats, qu'ils et elles ne disposent que d'une seule et unique journée pour préparer et faire le compte-rendu du CSAL, c'est-à-dire, pour :

- lire 250 pages de documents (parmi lesquels figuraient des plans souffrant d'un déficit de clarté et d'actualisation manifeste) transmis par la Direction moins de 7 jours avant l'instance ;
- les analyser, préparer les interventions et recenser les questions à poser en séance ;
- rédiger les déclarations liminaires ;
- rédiger le compte-rendu du CSAL..

Si la Directrice régionale aspirait à expédier les débats, elle ne comptait pas davantage accorder aux OS l'expertise qu'elles sollicitaient ni encourager l'expression directe d'agent·es en séance.

Concernant ce CSAL, l'ensemble des sujets impactait plus de 1 000 agent·es de la DRFIP (Réaumur, Paganini, Argonne, Godefroy Cavaignac, Meuniers, Sand). C'est pourquoi nous avons besoin de la connaissance de plus d'expert·es que d'habitude. Mais invoquant une règle ne figurant dans aucun règlement intérieur, la Directrice régionale a refusé obstinément la convocation de l'ensemble des

expert-es dont la présence avait été demandée par nos organisations syndicales (limitant leur présence à 2/élu·e). Les textes sont donc à géométrie variable pour Mme MAHIEUX : appliqués quand ils lui permettent d'imposer la pression sur l'ensemble du personnel, contournées quand elles ne lui conviennent pas.

Déterminés à permettre l'expression de leurs expert-es, Solidaires Finances Publiques Paris, CGT Finances Publiques et FO DGFIP 75, se sont donc présentés accompagnés de l'ensemble des collègues dont ils avaient sollicité l'expertise.

La Directrice ayant confirmé sa position après avoir recherché le soutien de la DG, l'ensemble des expert-es, toutes OS confondues, a quitté la séance. Chaque organisation a alors entamé la lecture de sa propre déclaration liminaire avant d'enchaîner en lisant une déclaration commune (Solidaires / CGT / FO) et de quitter la séance de ce qui s'assimilait à un simulacre ou à une parodie de dialogue social

Par ailleurs, comme si l'ensemble de ces attaques ne suffisait pas, Mme Mahieux avait de surcroît décidé de convoquer le CSAL suivant le 8 mars : date identifiée comme celle de la ***journée mondiale de lutte pour les droits des femmes***, une journée de grève et de mobilisations féministes dans laquelle nos organisations syndicales sont particulièrement investies.

La Directrice Régionale a également refusé d'en envisager le report témoignant de facto de son mépris pour ce combat pour l'égalité des droits.

Cela ne peut plus durer ! Cette situation a été signalée à la DG par nos syndicats nationaux.

Depuis son arrivée à la tête de la DRFIP, Mme MAHIEUX n'a cessé de déployer tous les stratagèmes pour entraver l'expression syndicale et s'est employée à refuser chacune de nos demandes.

Son message sur Ulysse Paris le 6 décembre dernier a beau débuter par l'affirmation des garanties que constitue l'exercice du droit Syndical, la suite de cette communication et le comportement adopté depuis auront marqué le début d'une obstruction systématique à toute forme d'expression syndicale.

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques Paris, CGT Finances Publiques et FO DGFIP 75 a pris acte de l'obstination de la Directrice à ne pas vouloir modifier la date de convocation prévue le 8 mars.

Nous réaffirmons collectivement notre détermination à retrouver les conditions d'un véritable dialogue social.

***TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET EN
MANIFESTATION LE 19 MARS !***